

Le gouvernement ne parvient pas à enrayer l'inflation en Turquie

ISTANBUL

de notre correspondant

Un nouveau billet de banque a fait son apparition sur le marché turc la semaine dernière : il est de 5 millions de livres. En 1981, la valeur de la plus grosse coupure n'était que de 1 000 livres. Cette fois-ci, comme si elles avaient honte de l'inflation forcenée qui a imposé l'émission de ce nouveau billet, les autorités ont choisi une encre plus claire pour imprimer les trois derniers zéros, dans l'espoir, peut-être, de les faire oublier.

Bien que tous multimillionnaires – en monnaie locale –, les salariés turcs sont confrontés à une dure réalité, celle d'une inflation qui refuse obstinément, depuis des années, de quitter la zone des 80 % et d'une monnaie qui se dévalue en permanence.

De ces chiffres, on pourrait tirer la conclusion que la Turquie est dans une situation désespérée. Les analystes affirment cependant que, malgré des problèmes structurels chroniques, l'économie turque est relativement stable, même si l'agence de classement Standard and Poor a récemment abaissé sa note, qui est passée de « B+ » à « B ». « *La Turquie est un cas unique. C'est un des seuls pays qui a survécu avec de tels taux d'inflation pendant des années sans succomber à l'hyperinflation* », explique un diplomate. « *Il y a dans l'économie turque des éléments non quantifiables qui échappent à l'analyse.* »

RÉFORMES STRUCTURELLES

En 1996, l'économie a enregistré un taux de croissance enviable de 7 %. Si le ralentissement en fin d'année a soulagé les experts, qui craignaient une « surchauffe » dangereuse menant à un renchérissement effréné, ils ont été forcés de constater que l'inflation, bien qu'à la hausse, ne s'est pas emballée comme on l'avait craint. « *Plus encore que le taux d'inflation, ce sont les fluctuations de l'inflation qui importent* », explique Atila Yesilada, directeur de la recherche à Global Securities. « *En définitive, les secteurs industriels et bancaires profitent probablement de l'inflation.* »

Avec l'entrée en vigueur de l'union douanière avec l'Europe, les importations ont pris leur envol en 1996, mais l'explosion des exportations que les Turcs attendaient n'a pas eu lieu. Ce déséquilibre de la balance commerciale contribue à un déficit important des comptes courants. Mais, là encore, les statistiques ne révèlent qu'une partie du

tableau. L'« économie grise » joue un rôle important et compense en partie ces écarts.

Les importantes réserves en devises accumulées par la banque centrale – près de 17 milliards de dollars (environ 89 milliards de francs) – instaurent une certaine confiance sur les marchés, et la plupart des économistes estiment que la crise – comme celle de 1994, lorsque la monnaie avait perdu 50 % de sa valeur en l'espace de trois mois – n'est pas pour demain. Les Turcs ont appris à s'accommoder, avec un ressort remarquable, des difficultés politiques et économiques, qui vont, d'ailleurs, souvent de pair. Mais la véritable stabilité économique ne pourra être atteinte que grâce à des réformes structurelles.

PROMESSES ET RÉALITÉ

Le premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, était arrivé au pouvoir avec des idées en économie que de nombreux analystes jugeaient peu réalistes. Durant sa campagne électorale, il avait annoncé l'introduction d'un dinar islamique et condamné les programmes d'austérité imposés par le Fonds monétaire international (FMI). Personne ne semble véritablement croire au budget équilibré que son gouvernement a présenté à l'Assemblée nationale, ni d'ailleurs à ses trois « paquets » de mobilisation des ressources. Mais M. Erbakan a dû apprendre à adapter ses idées aux réalités du marché global.

Les deux formations politiques au sein de la coalition sont désormais liées par une ferme intention de privatiser, et ont déjà fait quelques pas dans cette direction. D'autre part, des membres du parti de M. Erbakan, El Refah, se rendront aux États-Unis pour des discussions avec le FMI.

La capacité de M. Erbakan, qui, pour l'instant, semble fermement installé au pouvoir, à concilier ses tendances populistes – promesses d'investissements dans divers secteurs et d'augmentations de salaire – et la nécessité de redresser les finances publiques déterminera en grande partie la stabilité de l'économie dans les mois à venir. En bon politicien, M. Erbakan est conscient que la clé du pouvoir appartient à long terme au dirigeant capable d'apporter à la population l'amélioration des conditions de vie qu'elle attend.

N. P.

Ankara brandit la menace militaire en cas d'installation de missiles à Chypre

Un émissaire américain tente de désamorcer la crise dans la région

A son arrivée à Chypre, dimanche 12 janvier, l'émissaire américain Carey Cavanaugh a critiqué la décision des autorités chypriotes grecques d'acheter des mis-

siles sol-air à la Russie. Il a toutefois rejeté les menaces brandies par Ankara, estimant qu'il n'y avait « aucune justification pour une action militaire à Chypre ».

ISTANBUL

de notre correspondante

Fermement opposée à l'installation de missiles sol-air russes dans la partie grecque de Chypre, la Turquie a durci le ton, affirmant qu'elle n'hésiterait pas à attaquer ces installations antiaériennes si nécessaire. « Il n'est pas question que ces armes offensives soient déployées. Si elles le sont, nous ferons le nécessaire. S'il faut les attaquer, nous les attaquerons », a déclaré, samedi 11 janvier, le ministre des affaires étrangères, Tansu Ciller. « Nous ne pouvons pas nous contenter de regarder la Grèce assiéger la Turquie par le sud », a-t-elle ajouté, visant ainsi les dirigeants d'Athènes plutôt que ceux de Nicosie.

De son côté, Rauf Denktash, le président de la « République turque de Chypre du nord » (auto-proclamée en 1983 et reconnue seulement par la Turquie), a menacé, si les missiles étaient installés, d'ouvrir la ville de Varosha à la population chypriote turque. Les Chypriotes turcs ne se sont jamais emparés de Varosha, ancienne station balnéaire proche de la ligne de démarcation, devenue une ville fantôme déserte, placée sous contrôle de l'ONU.

Lundi, le chef de l'état-major des forces armées turques, le général Ismaïl Hakki Karadayi, de-

vait se rendre à Chypre à l'invitation de M. Denktash. La Turquie espère, notamment par ce geste de soutien à la population turque de Chypre, convaincre du sérieux de ses avertissements et de la nécessité d'une intervention de la communauté internationale pour empêcher l'installation des missiles. Cependant, les menaces d'Ankara lui ont surtout attiré des critiques, notamment de la part des Américains, qui ont qualifié d'« irresponsables » les déclarations des dirigeants turcs.

L'AUTOMNE PROCHAIN

De telles critiques ont peu de prise sur les autorités turques. Depuis son intervention militaire à Chypre en 1974, la Turquie est régulièrement condamnée sur la scène internationale pour la présence sur l'île de trente mille de ses soldats. Dans le pays, la politique à l'égard de Chypre rencontre cependant peu d'opposition. Aux yeux de la plupart des Turcs, cette force armée est la seule garantie de sécurité pour la population turque qui vit dans la partie nord de l'île. Celle-ci a, pour Ankara, une importance stratégique indéniable puisqu'elle est située à 60 kilomètres seulement au sud de la côte turque. Les Turcs se plaisent à rappeler que leur intervention armée en 1974 n'est pas la

cause du problème de Chypre, mais a été la conséquence d'un conflit de plus d'une décennie entre les deux communautés, qui a fait selon eux deux mille morts entre 1963 et 1974 parmi les Chypriotes turcs.

Le langage guerrier des autorités turques ne signifie pas qu'un conflit soit inévitable, même si aussi bien M^{me} Ciller que M. Erbakan sont connus pour leur intransigeance sur la question de Chypre. Cette polémique avec les Grecs a, d'autre part, le mérite de détourner l'attention de la population de Turquie des questions internes, comme le scandale de corruption au sein de l'appareil étatique, qui occupe les manchettes des journaux depuis début novembre.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a demandé à la Turquie et à la Grèce de faire preuve de retenue. L'envoyé spécial américain Carey Cavanaugh a fait de même à son arrivée à Chypre, dimanche soir. La communauté internationale dispose encore d'un certain temps pour désamorcer la crise, puisque les missiles russes ne doivent pas être installés à Chypre avant l'automne prochain, voire au printemps 1998.

Nicole Pono